

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) – **ALPIL** (Action pour l'insertion sociale par le logement) – **AMPIL** (Action Méditerranéenne Pour l'insertion sociale par le Logement) – **ASAV** (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et roms) – **Association Solidarité Roms de Saint-Etienne** – **CCFD-Terre Solidaire** (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) – **LA CIMADE** (Comité intermouvements auprès des évacués) – **CLASSES** (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squat) – **FNASAT-Gens du voyage** – **Habitat-Cité** – **Hors la Rue** – **LDH** (Ligue des Droits de l'Homme) – **MDM** (Médecins du Monde) – **Mouvement catholique des gens du voyage** – **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **ROMAQUITAINE** – **Rencontres tsiganes** – **RomActions** – **Romeurope 94** – **Secours catholique (Caritas France)** – **SICHEM** (Service de Coopération Humanitaire pour les Etrangers et les Migrants) – **Une famille un toit 44** – **URAVIF** (Union régionale des associations pour la promotion et la reconnaissance des droits des Tsiganes et des Gens du voyage d'Ile-de-France)

Et le Comité de soutien de Montreuil, le Comité de soutien 92 Sud, le Collectif nantais Romeurope, le Collectif de soutien aux familles roms de Roumanie, le Collectif Roms des associations de l'agglomération lyonnaise, le Collectif Romyvelines, le Collectif de soutien aux familles roms de l'agglomération orléanaise, le Collectif des sans-papiers de Melun, le Collectif solidarité Roms et gens du voyage du Nord, le Collectif Solidarité Roms Toulouse.



Paris, le 23 novembre 2012

Bidonvilles, campements précaires et squats sans alternatives dignes et durables : la situation s'aggrave en France

L'ensemble des associations et collectifs membres du CNDH Romeurope s'est réuni pendant deux jours à Marseille. Lors de cette rencontre, le tour d'horizon des situations locales a révélé une disparité de traitements entre les différentes régions et départements dans le volet préventif de la circulaire du 26 août 2012. Il a également mis en avant l'absence de politique globale et de pilotage national à destination de ces migrants en situation de très grande précarité, pour une grande majorité, mais non exclusivement, des ressortissants communautaires.

Leur situation demeure difficile et précaire : le nombre d'évacuations des lieux de vie s'est accentué ces derniers mois dans certaines régions. Les harcèlements policiers sont toujours plus nombreux, parfois violents qui entraînent l'errance de nombreuses familles fragilisées. De plus, des actes et manifestations racistes se multiplient sur le territoire. Cet acharnement contre ces populations est inacceptable.

Face à ce constat accablant, le CNDH Romeurope, demande en priorité au gouvernement:

- la mise en place immédiate d'un moratoire sur les évacuations pour permettre un accompagnement individualisé et pérenne qui respecte les choix et besoins des personnes. Ce moratoire peut prendre la forme d'une extension de la trêve hivernale à ces populations.
- l'application du droit commun pour permettre une véritable insertion sociale, professionnelle et scolaire et l'accès aux soins.

- la levée des mesures transitoires qui limitent l'accès au marché du travail pour les ressortissants européens roumains et bulgares.

Le CNDH Romeurope participera aux groupes de travail instaurés dans le cadre de la mission confiée au Délégué interministériel M. Alain Régnier, à l'échelle nationale et également par la mise en place de rencontres au niveau régional, afin de relayer ces situations locales et ne manquera pas d'exprimer ses éventuels désaccords tant sur les politiques conduites que sur les pratiques observées.

Le CNDH Romeurope défend une véritable politique d'insertion de toutes ces personnes afin de mettre un terme à une approche répressive qui prédomine jusqu'à présent.

Contacts presse :

Lola Schulmann, CNDH Romeurope : 06 35 52 85 46

Agnès Varraine Leca / Emmanuelle Hau / Nolwenn Roussier, MdM : 01 44 92 14 32 / 14 31 / 13 81 – 06 09 17 35 59